



**HAL**  
open science

## L'Inde post-COVID sera-t-elle encore un pays émergent ?

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. L'Inde post-COVID sera-t-elle encore un pays émergent ?. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, 2021, 107 (janvier-février 2021), pp.74 - 78. hal-03380852

**HAL Id: hal-03380852**

**<https://hal.science/hal-03380852>**

Submitted on 8 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'Inde post-Covid sera-t-elle encore un pays émergent ?**

Par Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au Centre de recherches internationales (CERI) Sciences Po/CNRS.

**Alors que certains analystes voyaient l'Inde comme la deuxième économie mondiale à l'horizon 2050 en parité de pouvoir d'achat, le ralentissement économique entamé à la fin des années 2010, encore accentué par la crise de la Covid-19 qui l'a durement touchée, pourrait remettre en cause son statut de pays émergent, non sans conséquences (géo)politiques et stratégiques.**

Il y a cinq ans encore, l'Inde était saluée par le FMI comme un des moteurs de la croissance mondiale, avec un taux qui dépassait les 7% – et qui la plaçait dans le trio de tête. Entre 2016 et 2019, l'érosion constante de son dynamisme économique avait fait tomber le taux de croissance à 4,2 %. La crise de la Covid-19 a précipité celle de l'économie indienne, dont le taux de croissance négative devrait s'établir à – 10% cette année<sup>1</sup>. D'après le FMI, l'Inde devrait ainsi se situer au 164<sup>e</sup> rang mondial (sur les 193 États pris en compte), en termes de taux de croissance en 2020. Au-delà des aspects conjoncturels de cet accès de faiblesse, l'économie indienne est « plombée » par des facteurs structurels qui finissent par alimenter les doutes des observateurs les plus avertis.

### **Quand la crise de la Covid-19 précipite un déclin annoncé**

Alors que l'Inde connaissait depuis 2017 un ralentissement économique de plus en plus prononcé<sup>2</sup>, la pandémie a fait basculer le pays dans la récession. Le confinement du printemps a non seulement mis un coup d'arrêt à la production et aux échanges, mais il a aussi jeté sur les routes des dizaines de millions de travailleurs migrants qui ont regagné leurs villages comme ils ont pu, privant dans un premier temps leur famille d'un revenu essentiel et faisant ensuite défaut à l'industrie qui avait besoin de main-d'œuvre quand les usines ont recommencé à fonctionner.

Les choses ne rentrent dans l'ordre que de façon très progressive car l'Inde, avec près de 10 millions de cas de Covid-19, ne sort que peu à peu du confinement (certaines villes « reconfinant » à intervalles réguliers) et des secteurs entiers de l'économie restent pénalisés. Résultat, le Bangladesh est passé devant l'Inde en termes de revenu par tête.

En 2020, le nombre des pauvres – qui avait déjà recommencé à augmenter entre 2011-2012 et 2017-2018, une première depuis 1971-1972 – a crû de manière très significative, même si les estimations varient suivant les organismes : de 40-60 millions d'après la Banque mondiale, à 85 millions suivant le FMI, 271 millions pour le PNUD et 400 millions selon l'Organisation internationale du travail.

La vérité se trouve sans doute à mi-chemin et même si certaines estimations sont excessivement alarmistes, elles pointent une aggravation de ce qui était déjà le talon d'Achille de l'économie indienne : **la faiblesse de la demande, liée à la paupérisation tendancielle des campagnes qui représentent 40 % de la consommation finale en valeur.**

Cette tendance est lourde de conséquences de long terme car elle dissuade encore davantage les entreprises d'investir – chose qu'elles avaient déjà cessé de faire pour nombre d'entre elles. Le

---

<sup>1</sup> Les derniers chiffres disponibles montrent que l'Inde n'a pas connu la reprise escomptée : après une croissance négative d'environ -23% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, elle a encore enregistré un recul du PIB de 8,6 % au trimestre suivant, d'après la Reserve Bank of India, ce qui situe le pays parmi les 20 % les plus durement touchés par la crise sur le plan économique.

<sup>2</sup> C. Jaffrelot « L'économie indienne face au choc du coronavirus », Institut Montaigne, 27 mars 2020 (<https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/blog/economie-indienne-face-au-coronavirus.pdf>).

taux d'investissement est tombé à 21,4 % en juin 2020, contre 28,6 % au trimestre précédent<sup>3</sup>. Depuis 2011-2012, année où il se situait à 36,7 %, le taux n'a cessé de baisser.

Ce déclin est lié à celui du taux d'épargne qui explique en partie que les banques prêtent moins aux investisseurs. Elles s'étaient de toute façon montrées très réticentes à prêter en raison du poids des créances douteuses qui grevaient leur bilan depuis des mois et même des années. En 2019, ces créances représentaient **12,5 % du bilan des banques publiques**. En 2020, la situation a empiré du fait de la pandémie et de la décision du gouvernement indien de suspendre la loi sur les faillites, qui devait permettre aux banques de se renflouer dès lors que les entreprises surendettées étaient appelées à liquider leurs actifs pour rembourser leurs emprunts.

Ces remboursements ne viendront pas avant longtemps, non seulement du fait de cette suspension temporaire, mais aussi du fait de la dilution du Code sur l'insolvabilité et les faillites de 2016 par le nouveau gouverneur de la Reserve Bank of India (RBI), à la demande du gouvernement. Ces pratiques s'expliquent d'abord par la dépendance du monde politique vis-à-vis d'opérateurs économiques finançant les campagnes électorales d'une manière de plus en plus dispendieuse (plus de 7 milliards de dollars ont été dépensés lors des élections de 2019).<sup>4</sup> Les banques se montrant trop prudentes pour prêter aux investisseurs, les liquidités que l'État a injectées – et qui ne représentaient déjà qu'un point de PIB – à la suite de la crise de la Covid, ne se sont par beaucoup traduites en prêts aux entreprises.

La panne de l'investissement des entreprises dont souffre l'économie indienne ne pénalise pas seulement la modernisation de l'outil de production, elle pèse aussi sur l'emploi – et donc sur la demande. **Alors que la population indienne croît actuellement de 16 millions par an environ et qu'une dizaine de millions de personnes supplémentaires entre de ce fait chaque année sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emplois a explosé en 2020.**

Comment l'Inde peut-elle compenser la faiblesse de l'investissement du secteur privé ? D'abord, par l'investissement public - et par la dépense publique en général car celle-ci peut inciter les entreprises à investir pour répondre à une demande accrue. Cette piste est toutefois hypothéquée par l'ampleur du déficit budgétaire dont l'Inde souffrait déjà avant la crise : en 2019-2020, l'ensemble de ce déficit (combinant l'État fédéral, les États fédérés et les entreprises publiques) avoisinait déjà les 10 % du PIB. L'année fiscale 2020-2021 promet de battre tous les records comme dans bien d'autres pays, étant donné qu'au milieu de l'année, 115 % du budget avait déjà été dépensé<sup>5</sup>. Le déficit du seul État fédéral devrait doubler, passant à plus de 8 %<sup>6</sup>.

Le caractère dégradé des finances publiques indiennes a l'inconvénient de rendre plus coûteuse une stratégie passant par l'emprunt. Certes, le taux d'endettement de l'Inde est encore raisonnable (la dette extérieure, particulièrement limitée, ne représente que 20 % du PIB), mais il s'accroît rapidement : il est en effet passé de 67,4 % du PNB en 2011-2012 à 72,2 % en 2019-2020 et est déjà grimpé à plus de 87 % cette année<sup>7</sup>. Le coût du crédit est encore bas, mais le pays est de plus en plus mal évalué par les agences de notation, ce qui va sans doute l'amener à emprunter sur les marchés financiers à des taux de plus en plus élevés<sup>8</sup>.

---

<sup>3</sup> CEIC Data, « India investment: % of GDP » : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/india/investment--nominal-gdp>

<sup>4</sup> Voir le livre que l'ancien gouverneur de la RBI, Urjit Patel, vient de publier : *Overdraft. Saving the Indian Saver*, New Delhi, HarperCollins, 2020.

<sup>5</sup> « India's fiscal deficit at 115% of annual target during H1 FY21 », Business Today, 29 octobre 2020.

<sup>6</sup> Anirban Nag, « Indian states's rising debt pose risk to their finances, RBI says », The Economic Times, 27 octobre 2020.

<sup>7</sup> Gayatri Nayak, « India's debt-to-GDP to shoot up to 87.6 per cent towards the end of the current fiscal », The Economic Times, 20 juillet 2020.

<sup>8</sup> Moody's a annoncé que la dette de l'Inde pourrait atteindre 90 % du PIB en 2020-2021, contre 72 % en 2019-2020, ce qui pourrait se traduire par une nouvelle dégradation de sa note. Fitch a posé le même diagnostic.

Si l'Inde s'endette, elle mise de toute façon sur une autre stratégie. Le salut, pour le gouvernement Modi, devrait en effet venir des investissements extérieurs, comme celui auquel le taïwanais Foxconn, qui fabrique des produits Apple, vient de procéder en consacrant un milliard de dollars à la fabrication de l'iPhone 11 en Inde plutôt qu'en Chine. L'Inde espère que d'autres multinationales décideront de relocaliser chez elle des unités de production situés jusque-là en Chine, soit parce que celle-ci est devenue trop chère en coût de main d'œuvre, soit en raison du risque politique. Pour devenir l'atelier du monde à son tour, l'Inde devra toutefois surmonter deux types d'obstacles : d'une part, d'autres pays sont sur les rangs (Vietnam, Bangladesh...). D'autre part, pour rivaliser avec ces nations, l'Inde devra améliorer ses infrastructures (transports, énergie) et la qualité de sa main-d'œuvre industrielle (son avantage comparatif est plus évident dans les services). En outre, l'appétit des multinationales pour les délocalisations dépendra de l'ampleur de la demande mondiale, qui ne repartira pas partout au même rythme après la crise liée à la pandémie.

Si les multinationales étrangères ne se pressent pas encore en nombre aux portes de l'Inde, les entrepreneurs indiens, eux, quittent le pays. Le phénomène n'est pas nouveau : entre 2014 et 2017, 23 000 millionnaires indiens en dollar ont quitté leur pays<sup>9</sup>, une décision liée au marasme économique à partir de 2016 et à la manière dont le pouvoir s'est adonné à la lutte contre la corruption et/ou à des formes d'extorsion vis-à-vis d'entreprises qui étaient ou avaient été proches de l'opposition (ces vendettas avaient souvent pour instrument les fameux raids des services fiscaux). En 2020, le phénomène s'est amplifié puisque sur les dix premiers mois de l'année, le nombre des riches indiens prêts à investir massivement en Australie, en Nouvelle-Zélande ou à Malte en échange d'un visa a plus que doublé par rapport à 2019<sup>10</sup>.

### **Les implications (géo)politiques du décrochage économique**

Si l'Inde réalise un atterrissage sans douceur aucune au plan économique, cela ne sera pas sans conséquences sociales. L'Inde est en effet en passe de retrouver le spectre de la pauvreté de masse, comme en témoigne son rang dans les classements internationaux où elle perdait déjà des positions avant la crise de la Covid. En 2020, elle est 94<sup>e</sup> sur les 107 pays pris en compte dans le Global Hunger Index. Mais l'impact politique – en termes d'économie politique et de géopolitique –, plus nouveau, ne sera peut-être pas moindre.

*L'économie politique de demain : vers une variante indienne des chaebols ou des oligarques ?*  
Depuis la libéralisation économique des années 1990, l'économie indienne tend à être de plus en plus dominée par de grandes entreprises du secteur privé. Cette tendance s'est encore accentuée sous Narendra Modi. En 2019, les vingt plus grandes entreprises indiennes représentaient près de 70 % des profits des sociétés du secteur privé (« *corporate sector* »), contre 14 % au début des années 1990<sup>11</sup>. Près de la moitié de ce pourcentage était le fait des cinq entreprises les plus grosses<sup>12</sup>. La capitalisation boursière de certaines firmes indiennes a littéralement explosé au cours des années récentes. En septembre 2020, Reliance a été le premier groupe indien à franchir le cap des 200 milliards de dollars, dépassant ainsi la capitalisation boursière d'Exxon. En octobre 2020, Tata Consultancy Services est devenu la première firme de son secteur, l'informatique, en termes de capitalisation boursière, devant

---

<sup>9</sup>« 23,000 dollar-millionaires have left India since 2014 », *The Economic Times*, 19 mars 2018.

<sup>10</sup>Unnati Sharma, « Covid exodus ? Rich Indians are 'ready to splurge crores' to escape to foreign lands », *The Print*, 23 juillet 2020.

<sup>11</sup> Par comparaison, aux États-Unis, les 20 plus grandes entreprises ne représentent qu'un quart des profits du « *corporate sector* ».

<sup>12</sup> "Behold the Leviathan: the Remaking of Indian Capitalism", Marcellus, janvier 2020.

Accenture. Les dix plus grandes entreprises indiennes représentent à présent 35 % de la capitalisation boursière des entreprises cotées en bourse, contre 28 % en 2010<sup>13</sup>.

Mais la *success story* la plus remarquable reste Gautam Adani qui, depuis vingt ans, doit son essor météorique à sa proximité avec Narendra Modi – en échange de multiples services<sup>14</sup>. La capitalisation boursière du groupe Adani avait déjà augmenté de 8 615 % entre 2002 et 2012, entre la première et la troisième élection de Modi à la tête de l'État du Gujarat, la base de départ d'Adani. Depuis 2014, son chiffre d'affaires a encore augmenté de 230 % dans un contexte économique bien moins porteur<sup>15</sup>. Son aire d'influence s'étend maintenant à l'ensemble de l'Inde, à la faveur de grands contrats ou de privatisations dans le domaine des infrastructures. C'est souvent l'État qui a vendu un port ou un aéroport au groupe Adani mais, dans un nombre croissant de cas, ce sont d'autres opérateurs privés qui ont cédé leur bien – persuadés de le faire, parfois, par l'État. Le groupe Adani a ainsi pris le contrôle d'un parc géant de panneaux solaires, de 2 réseaux de transmission électriques, de 4 ports et de 5 usines thermiques au cours des six dernières années pour un montant total de 8,7 milliards d'euros. A quoi il faudrait ajouter 7 aéroports, dont 6 issues de privatisations – des transactions dont le montant reste inconnu.

La concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes sociétés va encore s'accélérer à l'occasion de la vague de privatisations à laquelle le gouvernement indien s'apprête à procéder pour renflouer ses caisses. Au printemps, la ministre des Finances a en effet indiqué la mise en œuvre d'une nouvelle politique industrielle qui devrait se traduire par la réduction du nombre des entreprises publiques dans plusieurs secteurs stratégiques, par fusion ou par privatisation. Les candidats au rachat de grandes entreprises publiques ne pourront guère venir que des rangs des quelques grandes firmes disposant d'un accès privilégié au crédit et de connexions politiques.

En quoi cette évolution de l'économie politique indienne risque-t-elle de poser problème ? Non seulement la création d'oligopoles atténuera – en Inde comme ailleurs – les bienfaits de la concurrence, mais la montée en puissance d'oligarques liés au pouvoir aura (et a déjà) deux inconvénients majeurs pour les entreprises étrangères cherchant à pénétrer le marché indien. D'une part, ces hommes peuvent contraindre le pouvoir à changer les règles du jeu pour défendre leurs intérêts, comme cela s'est vu récemment dans le e-commerce, un secteur où Reliance voulait se protéger d'Amazon et Walmart – deux entreprises qui avaient investi dans ce secteur mais en ont été pour leurs frais. D'autre part, ces entreprises peuvent se révéler des partenaires moins performants que prévu car ils doivent leur position, non pas à un savoir-faire mais à des appuis politiques. Certains partenaires d'Anil Ambani en font l'expérience aujourd'hui. Demain, ce pourrait être le cas de ceux d'Adani, dont les dettes s'élèvent aujourd'hui à 30 milliards de dollars.

### *L'effort de défense indien résistera-t-il à l'austérité budgétaire ?*

Autre conséquence durable de la crise économique actuelle, l'austérité budgétaire impactera sans aucun doute les investissements consentis par l'Inde en matière de défense. Dans ce domaine, le pays avait pris l'habitude de faire preuve d'un dynamisme remarquable puisque les dépenses militaires de l'Inde ont crû de 259 % entre 1990 et 2019 et de 37 % sur la période 2010-2019. Résultat, l'Inde était, en 2018, classée au quatrième rang des nations qui dépensaient le plus pour leur défense, avec un total de 66,5 milliards de dollars d'après le Stockholm International Peace Research Institute.

---

<sup>13</sup> <https://www.business-standard.com/company/tcs-5400/peer-comparison/marketcap/bse/sector-by-sector>.

<sup>14</sup> C. Jaffrelot, « Le capitalisme de connivence en Inde sous Narendra Modi », *Les Études du CERI*, n° 237, septembre 2018, p. 31 et suiv. [https://www.sciencespo.fr/ceci/sites/sciencespo.fr/ceci/files/Etude\\_237\\_0.pdf](https://www.sciencespo.fr/ceci/sites/sciencespo.fr/ceci/files/Etude_237_0.pdf)

<sup>15</sup> S. Findlay and H. Lockett, “Modi's Rockefeller”: Gautam Adani and the concentration of power in India”, *The Financial Times*, 12 novembre 2020.

Ces chiffres reflètent toutefois une certaine illusion d'optique car les dépenses militaires ne cessent de diminuer en pourcentage du PNB indien. On est en effet passé de 3,5 % du PNB en 1989, à 2,9 % en 2009 et à 2,4 % en 2019 après une décroissance linéaire au cours des dix dernières années<sup>16</sup>. Ces chiffres officiels sont toutefois contestés par des journalistes d'investigation qui expliquent que l'Inde sous-évalue ses dépenses militaires pour avancer masquée<sup>17</sup>.

Quoi qu'il en soit, le problème principal est sans doute ailleurs car depuis des années, l'essentiel du budget militaire est consacré aux dépenses de fonctionnement (y compris les salaires et les retraites)<sup>18</sup>. L'IDSA explique ainsi l'aggravation de pénuries de matériels, des munitions aux avions de chasse en passant par les hélicoptères.

L'enjeu est bien sûr de taille au moment où le voisin chinois connaît une montée en puissance remarqué sur le terrain militaire grâce à un budget de la défense trois fois supérieur à celui de l'Inde. En 2018, ce fossé avait conduit le vice-chef d'état-major de l'armée de terre de l'époque, Lt. Gen. Sarath Chand, à déclarer publiquement que si l'Inde devait mener des opérations sur deux fronts (sous-entendu, la Chine et le Pakistan), elle ne tiendrait pas plus de dix jours<sup>19</sup>.

### *Repli sur soi ou quête d'alliés ?*

Les élites indiennes se retrouvent en position de faiblesse potentielle alors qu'elles se voyaient jusque-là à la tête d'un pays émergent de plus en plus reconnu comme un acteur majeur des relations internationales. Ce sentiment de déclassement est naturellement accentué par le décrochage indien vis-à-vis de la Chine, qui était déjà très perceptible, mais qui se trouve d'un coup amplifié au moment même où la Chine, expansionniste, se montre des plus menaçantes (comme en ont témoigné les attaques du printemps aux confins du Ladakh) et semble en mesure « d'encercler » l'Inde à travers la Belt and Road Initiative - voire de l'isoler en Asie via le RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), une initiative chinoise qui regroupe les 10 pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et 5 autres nations de l'Asie-Pacifique.

Dans ce contexte, l'Inde semble en passe de poursuivre deux voies complémentaires – et en partie contradictoires. D'un côté, elle tend à développer un nationalisme de ressentiment. Cette variante du nationalisme n'est pas l'apanage des nationalistes hindous au pouvoir, mais leur idéologie s'y prête bien : elle permet de trouver dans la culture et la religion des ressources symboliques propres à compenser le dépit qu'ils éprouvent du fait de leur retard dans l'ordre des choses matérielles : la grandeur de l'Inde ne s'incarne-t-elle pas depuis toujours dans l'ordre spirituel où l'on a que mépris pour les déboires économiques ? Le Premier Ministre Modi a montré la voie en ignorant de façon systématique les effets socio-économiques de la crise de la Covid-19 (une stratégie du déni qu'on retrouve chez d'autres leaders national-populistes), en orchestrant la mise en chantier d'un grand temple dédié au dieu Ram à Ayodhya à l'automne 2020 et en appelant l'Inde à l'autosuffisance, appel qui est allé de pair avec un retour accru au protectionnisme. L'Inde s'est d'ailleurs retirée en 2019 du RCEP pour se protéger de la concurrence chinoise que cette immense zone de libre-échange n'aurait pas manqué d'accentuer.

D'un autre côté, l'affaiblissement économique et géostratégique de l'Inde - vis-à-vis de la Chine en particulier – l'incite à se rapprocher de partenaires avec lesquelles elle gardait traditionnellement une certaine distance. Cette prudence s'expliquait historiquement par la

---

<sup>16</sup> <https://www.sipri.org/sites/default/files/Data%20for%20all%20countries%20from%201988-2019%20as%20a%20share%20of%20GDP.pdf>

<sup>17</sup> A. Javed, "How India hoodwinks the world about its real military budget", Modern diplomacy, 8 mai 2020.

<sup>18</sup> L. K. Behera, "Bang for buck: india's defence expenditure in wider perspective", MP-IDSA, 10 juillet 2020.

<sup>19</sup> Cité dans : R. P. Rajagopalan, "[India's new defense budget: another year, another disappointment?](#)", *The Diplomat*, 6 février 2020.

doctrine du non-alignement codifiée qui mettait l'accent sur la nécessaire autonomie stratégique. L'Inde ne souhaitait pas se lier les mains en adhérant à des systèmes d'alliance – et elle n'avait d'ailleurs signé le fameux traité d'amitié indo-soviétique de 1971 que dans le contexte très particulier de la guerre du Bangladesh, alors qu'un porte-avions américain croisait dans la Baie du Bengale. Elle est peut-être en passe de revenir aux mêmes sentiments vis-à-vis de certains de ses partenaires. Le rapprochement en cours avec les autres pays du Quad – les États-Unis, le Japon et l'Australie – en témoigne : non seulement l'Inde est peut-être en passe de surmonter le tabou des alliances, mais elle prend aussi conscience qu'elle a plus à perdre qu'à gagner à ménager la Chine.

La crise du Covid-19, en accentuant la crise de son économie, a donc fait entrer l'Inde dans une zone de turbulences qui va se traduire par le retour de vieux démons (dont la pauvreté de masse). Cette crise affaiblit le pays au moment où la Chine accroit, par comparaison, sa montée en puissance. Cette situation la pousse à rechercher des partenaires, au sein, notamment, de l'Indo-Pacifique, où une coalition de pays pourrait bien finir par se constituer au nom du « *China containment* ».

Christophe Jaffrelot

### **Pour aller plus loin**

Christophe Jaffrelot, *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*, Paris, Fayard, mars 2019 + [COUV D107\\_03G\\_JAFFRELOT-livre.jpg](#) et *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours*, Paris, Pluriel, avril 2019.